

# Parti Révolutionnaire Communistes



Bimestriel N°136 juin 2020

Sommaire

Page1: Edito :Face à l'offensive du capital

Page2: Donner à l'hôpital les moyens,...

Page3: Macron est son gouvernement mettent

Page4: Souscription Nationale

Page4: Non à l'annexion de la Palestine...

Page4: Départements... Municipales...



[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Pour nous écrire : COMMUNISTES 99 BIS Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS

Edito

## Face à l'offensive du capital : la lutte.

Nous vivons un moment exceptionnel, violent. C'est dans une période de développement des luttes, contre la réforme des retraites, de la lutte des hospitaliers pour exiger des moyens pour l'hôpital et l'augmentation des salaires, de nombreuses luttes dans les entreprises, qu'est arrivée jusqu'en France l'épidémie du covid19.

La crise sanitaire a montré clairement ce que produit le système capitaliste. Le plus visible a été les répercussions du recul considérable des moyens de l'hôpital public. Depuis le début de la crise, les conséquences de la politique capitaliste ont aggravé la situation du peuple : les inégalités sociales, le chômage, la scolarité des enfants, la misère s'est étendue dans les cités populaires.

Avec le déconfinement, la possibilité d'entrevoir la sortie de cette crise, la question est posée très fortement : que seront les lendemains ?

Le capital déploie une offensive généralisée pour se donner les moyens de relancer sa course aux profits, se placer dans la concurrence mondiale capitaliste. Pour cela il doit pousser l'exploitation des travailleurs, du peuple, au maximum.

Déjà des entreprises avancent « des accords » pour baisser les salaires, les indemnités de transports... contre moins de licenciements. Plus de la moitié des DRH (directeurs des ressources humaines) des entreprises prennent des mesures pour geler les salaires.

Des multinationales, des sous-traitants, préparent des restructurations. Renault à qui l'Etat va apporter 8 milliards d'aide annonce plus de 4.000 suppressions d'emplois. Airbus qui a fait 70,5 milliards de profits en 2019 et qui a des commandes en 2020, veut supprimer des emplois pour « gagner

en efficacité ». 600.000 chômeurs de plus sont annoncés en juin, dont une grande partie de précaires, de CDD.

Le capital, avec l'aide du gouvernement, utilise tout, il prétexte les difficultés du fait de la crise sanitaire pour renforcer l'exploitation et si possible la justifier.

Macron prépare la « réforme de la santé ». Il promet des augmentations de salaires aux hospitaliers mais en fait il poursuit l'objectif d'aller vers la privatisation de l'hôpital public, de tout le système de santé (c'est un budget de plus de 375 milliards annuels, une manne pour les capitalistes). E. Philippe a confirmé qu'il ne s'agit aucunement de changer de cap.

Avant l'épidémie, il a fallu développer les luttes contre l'exploitation, contre les réformes de régression sociale comme celle des retraites. Elles n'ont pas cessé pendant la crise, dès le déconfinement de nombreuses autres ont eu lieu dans les entreprises. Elles continuent, il y a les mardis de la colère des hospitaliers, la journée du 16 juin à l'appel de 12 syndicats et du collectif hospitalier, des luttes commencent contre les licenciements.

Il y a de l'argent en France pour répondre aux besoins économiques et sociaux. Le travail des salariés produit chaque année 2.500 milliards de richesses qui sont accaparés par le capital avec l'aide du gouvernement qu'il a mis en place.

**Aujourd'hui le capital avec le gouvernement repartent à l'offensive. Face à cela, une seule réponse : la lutte.**

Les forces politiques qui appellent au partage des richesses, les alliances d'organisations syndicales et politiques non gouvernementales qui appellent à pétitionner pour un futur plus social,

plus juste, sans toucher au capitalisme tournent le dos à la lutte nécessaire.

Les organisations syndicales françaises et allemandes qui approuvent le plan de financement de l'Europe capitaliste pour relancer les entreprises capitalistes dans la course au profit se mettent de fait à la remorque de la stratégie du capital, tournent le dos à la lutte nécessaire

Seule, elle peut faire reculer ce vaste plan des capitalistes et de leurs gouvernements.

La lutte économique et sociale de plus en plus forte, partout dans les entreprises, la lutte tous ensemble, convergente, des travailleurs, des jeunes, des chômeurs, des retraités.

Le 16 juin sera avec les hospitaliers, une première journée de mobilisation nationale, des travailleurs, des enseignants.

Il faut aller plus loin. Cette période avec la crise, montre encore plus l'urgence d'une véritable alternative, globale au système capitaliste. Le capitalisme dont le but fondamental est la recherche du profit maximum, est dangereux. Dangereux pour les travailleurs, le peuple qui sont exploités, s'appauvrissent, dangereux pour l'économie indispensable à la réponse aux besoins sociaux, dangereux pour l'avenir de la planète dont il est le plus grand pollueur.

**Il faut mener la lutte politique** contre le capitalisme avec persévérance, jusqu'à l'abolir, s'emparer des moyens de production et d'échange, des moyens financiers, du pouvoir politique. **Il faut instaurer et construire une nouvelle société, socialiste, maîtrisée et dirigée par le peuple et ses représentants.**

**C'est le chemin qu'a pris notre parti, prenez le avec nous.**

Depuis 2018, les grèves et les luttes se sont multipliées dans les hôpitaux et dans les Ehpad pour dénoncer les conditions de travail, les sous-effectifs, la fermeture d'hôpitaux, de services, pour réclamer des augmentations de salaire et des moyens pour l'hôpital public.

La pandémie de covid-19 a mis en évidence de manière éclatante la dégradation du service public hospitalier, des Ehpad, de l'ensemble du système de santé.

Depuis 1970 tous les plans qui se sont succédés mettent en place des réformes dont l'objectif est de réaliser des économies, de gérer l'hôpital public comme des entreprises privées, transférer les missions de l'hôpital public aux établissements privés. En 10 ans, 11,7 milliards d'économies ont été imposés par la fermeture d'hôpitaux, de services, de lits et par la réduction des effectifs, en faisant payer les malades (instauration du forfait hospitalier).

Macron, a résumé le principe structurant du système hospitalier : « on ferme, ce qui n'est pas rentable » à ces yeux.

### **La logique de rentabilité imposée à l'hôpital est aux antipodes des missions d'un service public.**

le « tout ambulatoire », par exemple, relève d'un choix financier pas d'un choix de santé. Les personnels soignants doivent répondre aux exigences de « rentabilité, productivité, flexibilité, compétitivité. En 10 ans, les arrêts de travail (maladies, accidents du travail, maladies professionnelles) ont plus que doublé, en 2019 ils ont battu des records pour atteindre 26 jours en moyenne. Au CHU de Nantes c'est 244 251 jours d'arrêt pour un effectif de 9002, c'est 21904 jours de plus qu'en 2018... Ces arrêts, qualifiés d'absentéisme, augmentent la charge de travail des soignants (plus de 48h par semaine).

Les personnels des Ehpad se sont battus contre le manque d'effectifs et de moyens. Les 2/3 des Ehpad sont des établissements privés, qui bénéficient des finances publiques. Cinq fondateurs de réseaux d'Ehpad font partie des 500 plus grandes, fortune de France. Le groupe Korian (filiale de fonds de pensions canadiens) a augmenté ses bénéficiés de 400% en 2 ans. Les Ehpad ont payé au prix fort cette pandémie, au nom de la course au profit.

Malgré la situation délétère des hôpitaux publics, les équipes soignantes se sont mobilisées pour éviter que l'épidémie ne soit encore plus dramatique. Faute de moyens c'est au prix d'un travail épuisant et pour certains au détriment de leur vie qu'elles y sont parvenues.

### **Le « Ségur de la Santé », un plan pour aller plus loin dans la casse du service public hospitalier.**

Le 25 mars Macron a déclaré « un plan massif d'investissement et de revalorisation de l'ensemble des carrières sera construit pour notre hôpital ». Cette annonce vise à calmer la contestation qui monte en puissance dans les hôpitaux.

Le journal financier « Les Echos » résume la position du gouvernement : "Ségur de la santé" : Edouard Philippe veut « changer de rythme, pas de cap ».

\* **Repenser les 35h** : « si des salariés de l'hôpital souhaitent travailler davantage et augmenter leur rémunération, il faut que ce soit possible » (O. Véran). En 2019 L'AP-HP doit plus d'un million de jours à ses 77000 agents, au CHU de Nantes 168.000 heures supplémentaires ont été effectuées par les personnels soignants. Difficile de travailler davantage...

\* **La hausse des salaires**: « elle sera significative » (E. Philippe), de combien ? Les revendications portent sur une augmentation de 300 €, par mois pour l'ensemble des personnels. Le salaire des personnels infirmiers se situe au 28ème rang des 32 pays européens. En France, le salaire net des infirmiers en début de carrière : 1476,69 €, en fin de carrière 2374,06€, pour les aides-soignants : salaire net en début de carrière 1258,3 €, en fin de carrière 1764,75 €. Le salaire moyen en France s'élève à 2 250 euros net mensuel. La hausse des salaires ne peut passer que par le dégel du point d'indice.

\* **Pas de moratoire pour la fermeture de services, de lits.** Pas de création de postes, alors que la situation réclame l'embauche de 100.000 agents. E. Philippe a confirmé la reprise d'un tiers de la dette des hôpitaux par l'État, c'était déjà prévue en novembre 2019, il a annoncé le lancement d'un « vaste plan d'aide à l'investissement ». Sans en préciser l'enveloppe mais en faisant une large place à l'e-santé. Soigner par le numérique rend inutile toute politique d'embauche. !!!

### **"Le Ségur de la santé" s'inscrit dans le plan de Macron du démantèlement du service public hospitalier :**

privatisation des secteurs rentables, étendre le privé dans l'hôpital en multipliant les Partenariats Public Privé dont les effets nocifs ne sont plus à démontrer. Le choix de N. Notat, ancienne secrétaire nationale de la CFDT, qui a soutenu le plan Juppé de démantèlement de la Sécurité Sociale, en vue de diriger le Ségur de la Santé justifie

les craintes du personnel hospitalier.

Il ne faut pas les laisser faire, les rassemblements se multiplient pour dénoncer le Ségur de la santé (**une journée d'action est organisée le 16 juin**), pour exiger l'augmentation des salaires, des effectifs, la titularisation des contractuels, etc. Seule la lutte de plus en plus forte pourra enrayer cette entreprise de liquidation. Notre parti apporte tout son soutien à cette lutte

### **Un service public hospitalier qui réponde aux besoins de la population, c'est possible.**

Darmanin annonce pour 2020 un déficit de plus de 50 milliards € pour la Sécurité sociale. Elle ne serait pas déficitaire si l'argent qui lui revient n'était pas détourné par les multinationales capitalistes avec l'aide du gouvernement. La Cour des Comptes, (rapport du 8/10/ 2019), a évalué à 90 milliards € le montant des « niches sociales » composé d'allègements et d'exonération des cotisations sociales. Il faut supprimer ces cadeaux faits aux grandes entreprises. Il faut revenir au financement de la Sécurité Sociale : 50% payés par les salariés, 50% par les entreprises, rendre aux assurés la propriété et la gestion à leurs représentants élus. Il faut redonner à l'hôpital les moyens de remplir sa mission de soins, d'enseignement, de recherche afin d'assurer à tous le droit à un système public répondant aux exigences du XXIème siècle.

### **Il n'y a que la lutte qui pourra stopper l'entreprise de démantèlement et imposer les mesures pour le développement de l'hôpital public.**

<input type="checkbox"/> <b>Pour adhérer</b>
<input type="checkbox"/> <b>Prendre contact</b>
Adresse: Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc 75014 PARIS E'mail : <a href="mailto:communistes2@wanadoo.fr">communistes2@wanadoo.fr</a>

Nom :
Prénom :
Adresse :
Ville :
Code postal :
Tél perso :
E-mails :

**Le chômage flambe, les faillites se multiplient. Chaque jour, des milliers de vies sont brisées. Sur le seul mois d'avril, Pôle emploi annonce 843 000 chômeurs supplémentaires.**

## Le capital passe à l'offensive

Il cherche à intensifier l'exploitation des salariés: allongement du temps de travail, baisse ou gel des salaires, augmentation des cadences, précarisation des contrats, remise en cause des conventions collectives... Les multinationales préparent les plans sociaux, les restructurations et les fermetures en tête un seul objectif : **défendre et augmenter leurs profits.**

Daher (-3000 emplois), Derichebourg (-700 emplois), Renault (-4600), Air France, Airbus... les sous-traitants comme Daher (-3000 emplois), Derichebourg (-700 emplois)... il y a aussi des préparations de faillites ou en procédure de sauvegarde dans le secteur commercial comme les enseignes Alinéa(-2000), La Halle (-400), André, Naf-Naf, Orchestra Prémaman, Tie Rack, Parashop, 5 à Sec, Conforama (-1900), Fnac-Darty, Castorama... Les difficultés pour ces groupes ne sont pas arrivées avec le confinement. Les plans étaient préparés avant.

Engie, le groupe compte se séparer de 15 000 salariés dans le monde, dont 9 000 en France. La branche audiovisuelle du groupe Altice (BFMTV, RMC, RMC Sport, RMC Découverte...) a annoncé un plan de départs de 1 600 salariés. « *Le recours aux intermittents, aux pigistes et aux consultants sera en outre divisé par deux.* » précise Altice. Le journal Paris Normandiel, 216 salariés attendent un repreneur.

Dans la diffusion de la presse Presstalis, chargée de distribuer des imprimés à travers la France a été mise en redressement judiciaire attend de trouver un repreneur. ses deux filiales de province : les SAD et Soprocom sont mise en liquidation (-512 salariés)

Derrière ces grandes entreprises les petites entreprises licencient des salariés, la construction, le commerce et la réparation automobile l'industrie manufacturière. Dominique du Paty De Clam, vice-présidente de la CPME (syndicat patronal), explique ainsi que « *30% des TPE françaises, malgré les aides de l'Etat, vont baisser le rideau avant fin 2020.* »

## Macron et son gouvernement mettent en oeuvre les exigences du MEDEF

« *Il nous faudra demain tirer les leçons du moment que nous traversons, interroger le modèle de développement dans lequel s'est*

*engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour* » disait Emmanuel Macron, pendant la crise du Covid-19. S'interroger, oui, pour mieux servir les exigences du capital.

Avec son gouvernement il met les bouchées doubles pour assurer la reprise et développer les profits des multinationales. Muriel Pénicaud indique: « *plutôt qu'il y en ait 20 % qui perdent leur emploi, on va pendant quelque temps baisser le temps de travail et donc la rémunération, donc il y a des solutions, il y a des alternatives* ». Des accords de performance collective sont signés, ses dispositions remplacent celles figurant dans le contrat de travail. Elles portent sur le temps de travail, son organisation, la rémunération et sur la mobilité professionnelle et géographique des salariés, des primes ou des RTT, gel des augmentations de salaire, la liste est longue... la durée d'un accord est de 5 ans ! Le refus d'un salarié de voir modifier son contrat de travail peut-être sanctionné par un licenciement. Tout ce dispositif est dans les ordonnances réformant le Code du travail, promulguées par Emmanuel Macron le 22 septembre 2017. **Tout devient possible pour les employeurs si on les laisse faire.**

## L'institut Montaigne : la boîte à idée du capital

Cet institut regroupe 160 grandes entreprises il préconise de tout faire pour revenir sur le paiement d'un temps qui n'est pas « travaillé » celui des repos, des congés payés des jours fériés, tout faire pour que les heures travaillées soient payées le moins cher possible, que les heures travaillées ne soient plus comptées,. Comme le forfait jour, le télétravail « *Cette souplesse accrue ... fournit des opportunités nouvelles d'adoucir la distinction entre temps de travail et hors temps de travail* », suggère le rapport.

## L'organisation patronale du MEDEF a son catalogue de mesures

« *Dans lequel le gouvernement pourra puiser* » dit son président Geoffroy Roux de Bézieux. L'organisation patronale souhaite l'annulation de l'ensemble des charges fiscales reportées. La baisse des impôts de production: **5,5 milliards d'euros.**

**MEDEF et gouvernement organisent de concert l'exploitation capitaliste maxi-**

**mum.** Un nouveau type de chômage partiel dans l'entreprise, "**pour ne pas licencier, on négocie le temps de travail et/ou la rémunération. Moyennant quoi l'entreprise s'engage à ne pas licencier. On met le paquet sur la formation, sur le temps de travail qui est réduit et, du coup, l'Etat vient pour compenser une partie de la perte du pouvoir d'achat**" explique la ministre du travail.

## Les salariés n'ont pas le choix, ils doivent lutter de plus en plus fort

Les salariés de Renault ont manifesté, dans la ville de Choisy-le-Roi pour protester contre la fermeture de leur usine. Comme l'usine Renault du Nord à Maubeuge, la Fonderie de Bretagne (Renault), le personnel hospitalier continue sa lutte une mobilisation **est** prévue le 16 juin, le bassin aéronautique d'Albert menacé par les licenciements se mobilise, appel à la grève aux Fonderies du Poitou... Face à l'avalanche de plans sociaux, de restructurations et de fermetures, on ne peut pas se contenter de « *sauver les meubles* »,.

## Il faut frapper plus fort, tous ensemble.

**Le pouvoir et le capital iront aussi loin qu'ils le pourront, la seule barrière qui les bloquera sera celle que les luttes lui imposent.** Seule l'action de plus en plus large tous ensemble les mettront en échec. Le capital et le gouvernement craignent pardessus tout les luttes, car ils savent que les salariés, le peuple, sont le nombre, qu'ils sont une force immense s'ils la mettent en mouvement, qu'ils peuvent les contraindre à reculer.

Notre parti met tout en œuvre pour cela. Mais nous savons que les luttent ne peuvent suffire. **La question de la propriété des moyens de production est au cœur du combat.** Il faut mener la bataille politique contre le capitalisme pour l'abattre et appeler au changement révolutionnaire de la société.

Suivre l'actualité sur notre site  
[www.sitecommunistes.org](http://www.sitecommunistes.org)

Communistes  
commission paritaire : N° 0123 P 11306  
directeur de publication : Georges MARCHAND  
239 rue du Dr Gamier 14220 HEROUVILLE  
E' mail: communistes2@wanadoo.fr  
- imprimé par nos soins-

## Non à l'annexion de la Palestine par Israël

L'idée d'un « grand Israël », colonisant toute la Palestine au mépris des accords internationaux et du droit du peuple palestinien à une nation, est une constante de la politique israélienne. Elle s'appuie sur l'idéologie d'un sionisme annexionniste et foncièrement raciste. Depuis que les USA ont donné le feu vert à l'annexion pure et simple des territoires illégalement occupés par Israël après la guerre de 1967, et couvert par le silence complice des grands pays impérialistes dont la France et de la plupart des pays arabes, l'annexion est devenu l'axe majeur de la politique israélienne.

Notre parti n'accepte pas cette colonisation transformant la Palestine en un vaste territoire où la population palestinienne est prisonnière dans son propre pays. Nous soutenons la lutte du peuple palestinien pour ses droits légitimes et des forces progressistes qui en Israël même contestent cette nouvelle colonisation.

## Elections Municipales

Le 2<sup>ème</sup> tour des élections municipales pour les communes qui n'ont pas élu de majorité le 22 mars, se tiendra le 26 juin.

Nous vous rappelons la déclaration que nous avons faite au lendemain du 1<sup>er</sup> tour du 18 mars et qui est totalement d'actualité.

« Cette élection est marquée par l'abstention record. Si l'épidémie l'a accentuée, elle est la marque d'un rejet de la politique de Macron. L'échec des candidats de L.E.R.M. exprime ce rejet ».

Le RN maintient ses positions, les Verts tirent leur épingle du jeu mais pas de vague verte, le PS s'en sort avec ses sortants, LR se maintient mais est en difficultés dans plusieurs grandes villes, pas de grands percés pour l'Union de la gauche.

Tous les partis préparent les futures élections. Les uns directement au service du système capitaliste qui domine le pays, les grands groupes capitalistes préparent la relève, les autres cherchent des ententes mais ne touchent pas au capitalisme.

Ce n'est ni avec les uns ni avec les autres que la vie des travailleurs et du peuple changera. C'est pour cette raison que nous n'appelons à voter ni pour les uns ni pour les autres, que nous vous proposons d'exprimer un vote de lutte. **Pour cela, nous mettons à votre disposition un bulletin que vous pouvez charger à partir de notre site .**

## SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

**Nous savons que nous pouvons compter sur vous.**

Souscrivez et faites souscrire autour de vous

Nom :

Prénom :

Adresse :

Ville :

Code postal :

Tél perso :

E-mail :

**Je verse la somme\* de:.....€**

Chèques\* libellés à : Aline PORNET mandataire financier de Communistes

envoyer à :

Parti Révolutionnaire Communistes 99bis Avenue du Général Leclerc- 75014 PARIS

## Dans les départements

Page  
4

### Cellule Université recherche- Paris Jussieu

Si une grande partie des activités avec la présence des camarades de la cellule a été empêchée par le confinement et la fermeture des centres universitaires et de recherche, l'activité du parti n'a pas cessé dans cette période. Notre cellule s'est réunie régulièrement par visioconférence, nous permettant de maintenir le contact avec les camarades et les sympathisants. Avec le déconfinement partiel des initiatives sont en cours en direction des enseignants et à la Poste sur nos arrondissements pour dénoncer le non renouvellement de contrats d'intérimaires. Nous avons confirmé l'organisation à la rentrée d'une journée centrée sur l'impérialisme français en Afrique et de nombreux contacts montrent que cette initiative suscite de l'intérêt.

### Extrait du journal « Communistes » de la Poste Paris-Sud

« Sous prétexte d'adapter le travail à la situation exceptionnelle actuelle, la Poste en profite pour imposer la « sécabilité » aux facteurs (faire toutes les tournées avec moins d'effectifs). Ce sont les intérimaires qui font les frais de ces réductions d'effectifs. Certains de ces intérimaires travaillent avec nous depuis plusieurs années, ils ont été « remerciés ». La Poste est décidée à économiser au maximum sur les emplois quitte à nous faire prendre des risques inconsidérés ( tournées plus longues, facteurs exposés aux risques de contamination) pour réaliser toujours plus de profits sur le dos des travailleurs.

### Nathalie, assistante sociale en Seine-Saint Denis explique :

Les centres communaux et départementaux d'action sociale ont été en 1<sup>ère</sup> ligne pendant le confinement, avec des budgets totalement insuffisants qui ne permettent pas de répondre aux besoins élémentaires des populations les plus en difficultés, d'amoinir un peu les difficultés supplémentaires causées par l'épidémie.

Nous avons beaucoup des personnes non connues du service social : travailleurs sans ressource, des sans- papiers qui travaillent au noir comme électriciens sur les chantiers avec des loyers mensuels de 800 euros, des personnes au RSA et avec moins de 900 € de chômage n'arrivent pas à faire face avec les enfants ( avec les fermetures des écoles) à la maison donc un budget alimentaire explose. L'aide du fond de solidarité départemental ne peut suffire, on est obligés de les orienter vers les restos du cœur, le secours populaire...

Nous voyons aussi des femmes victimes de violences qui arrivent depuis l'annonce du déconfinement, elles n'ont pas osées venir avant. Le mécontentement est très grand chez les travailleurs sociaux que sont des assistantes sociales, des éducateurs spécialisés et conseillères en économie et sociale. Ils réclament des moyens pour répondre aux besoins d'aide aux populations en difficultés. Ils réclament des augmentations de salaires, ils estiment à juste titre qu'ils ne sont pas reconnus pour la valeur de leur fonction et la difficulté de leur travail. Ils commencent leur carrière à 1.824 euros brut mensuels et la terminent à 2.774 euros brut.

### Témoignage de camarades de l'Indre :

Situation medico social handicapés : Nous avons atteint le paroxysme du mépris et de l'indifférence totale au niveau des UGECAM ( médico social) pas de primes alors que les UGECAM ( sanitaires) l'aurons.. à croire que s'occuper des personnes handicapées psy dans une crise comme nous la vivons est de tout repos. Le confinement a été très dur à vivre tant pour les résidents que les éducateurs, soignants. Toutes sorties extérieures pour certains annulées, sans visite de la famille, sans weekend famille pour d'autres ...il faut contenir toutes leurs frustrations en plus du quotidien car difficile de leur expliquer le confinement...Le chef de service local en s'adressant aux salariés considère « que nous faisons rien d'extraordinaire, ni de plus que d'habitude »... niveau protection 2 masques par personne et résident.